



Grain de sel du sociologue (N3)

RÔLE DES SCIENCES SOCIALES DANS LA RÉPONSE GLOBALE CONTRE LA COVID-19 : PLAIDOYER POUR LEUR RÉHABILITATION INSTITUTIONNELLE

Les sciences humaines et sociales sont constituées de la sociologie, de l'anthropologie, de la psychologie et de l'économie, bien que cette dernière prétende de plus en plus ne pas en être une du fait d'une "mathématisation" à outrance du social. Institutionnalisées depuis les années 50 en Afrique, elles sont enseignées dans les universités publiques et privées via des filières d'enseignement général et professionnel. Il est évident que leur ancrage institutionnel demeure, d'abord, lié à la période coloniale, où les sciences sociales ont permis d'asseoir la domination sur les peuples soumis ; ensuite, elles ont entretenu avec l'État patrimonial des relations différenciées. En effet, si l'économie et le droit sont prisés des pouvoirs publics, alors que la psychologie et l'anthropologie ne bénéficient pas d'une autonomie, c'est la sociologie qui entretient avec la société et l'État une relation ambiguë. Selon l'histoire de cette discipline analysée par le Pr Moustapha TAMBA à la suite du doyen Boubacar LY, la sociologie fut accusée par le président Senghor de subversion dans son combat de réduire au silence la gauche Sénégalaise composée d'organisations d'obédience trotskyste, stalinisme, maoïste etc. Contre leur projet révolutionnaire, Senghor ferma le département de sociologie après les événements de mai 68, taxant les sociologues, comme le doyen Boubacar LY, qui fut mis en prison avec d'autres camarades, de "subversifs". Il fallut attendre l'année 1998 pour une réhabilitation de la sociologie sous la tutelle institutionnelle du département de philosophie. Depuis lors, elle est enseignée dans les universités publiques. Cette présence dans les enseignements universitaires bascule avec la sous-utilisation des sciences sociales en général et de la sociologie, en particulier.

L'apport de la sociologie dans les politiques publiques

La pandémie du COVID-19 a mis en lumière le fait que le rôle de la sociologie dans la réponse est demeuré très limité au Sénégal, comme l'a toujours été sa participation dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.

Bien qu'elle soit aujourd'hui sollicitée par des institutions publiques, des ONG, des collectivités territoriales et des entreprises privées à des fins d'expertise ou de consultance, la sociologie souffre toujours d'un manque de professionnalisation.

La responsabilité face à cette situation est, en effet, partagée entre sociologues et acteurs institutionnels. Ce déficit de professionnalisation affecte la plupart des sociologues, au point de faire d'eux, des universitaires en quête de légitimité dans la société, et ne servant qu'à enseigner, alimenter les plateaux de débats et animer des conférences. C'est l'archétype parfait que l'opinion garde de la sociologie.

Alors qu'en tant qu'approche scientifique de la société et du comportement social, la sociologie pouvait mieux et plus servir. Paradoxalement, le rôle qu'elle pouvait jouer dans la société, qui est d'ailleurs son objet de prédilection, ne correspond pas à la place qu'elle y occupe. Dans *La démocratie en Amérique* Alexis de Tocqueville rappelle que « dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère ; le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là ». Sous ce rapport, on peut dire que le progrès de nos sociétés « modernes et démocratiques » dépend essentiellement du progrès de la sociologie.

L'importance prise par l'expertise sociologique durant la pandémie du coronavirus devrait être le prétexte pour repenser sa place dans la société. En effet, face à la transmission rapide du virus Covid-19, à partir de janvier 2020, la menace d'une pandémie mondiale a incité nombre d'États à restreindre drastiquement les libertés publiques. Ainsi, cela a bouleversé considérablement nos interactions sociales.

Il est clair maintenant que la gestion de la maladie dépasse l'expertise biomédicale et implique la prise en compte des modes de vie et des comportements sociaux. A fortiori une pandémie à la trempe du Coronavirus. Ainsi, dès qu'on parle de modes de vie, de changements de comportements individuels et collectifs, de changement social, la sociologie est interpellée.

Fort de ses deux orientations, notamment la recherche fondamentale et la recherche appliquée, l'utilité de la sociologie consiste à la fois à penser les effets de la Covid-19 dans le fonctionnement de la société et dans les processus sociaux, mais aussi appuyer les acteurs institutionnels à mieux adapter les mesures de contingentement de la maladie aux contextes sociaux et culturels en vue d'une meilleure appropriation de la part des populations.

Toutefois, malgré la présence de socio-anthropologues dans le comité de gestion de l'épidémie au niveau national, des multiples incohérences ont été notées durant la gestion de cette crise au Sénégal. A titre illustratif, la communication, portant sur la nécessité d'adaptation sociale des stratégies de lutte, dénote le caractère marginal de l'apport sociologique dans l'organisation de la riposte. Nous pouvons faire la synthèse des questions adressées par les sociologues durant cette crise à la lumière, à la fois, de nos outils d'analyse et des différentes contributions des sociologues d'ici et d'ailleurs.

D'abord, la question des comportements non conformes face aux mesures d'endiguement de la maladie a été analysée comme le résultat d'un manque d'adaptation aux réalités sociales et culturelles. Parmi les modèles théoriques aidant, il y a, d'abord, la sociologie du risque convoquée pour analyser la banalisation de la maladie par certaines populations prises entre plusieurs risques : le coronavirus, la sociabilité, la liberté et la faim. Ensuite, la théorie de l'anomie développée par Robert Merton s'inscrit dans la même logique que la sociologie du risque. Selon Merton, la déviance sociale s'explique par le décalage entre les buts culturels (traduits ici par le principe du respect des mesures de santé publique et de citoyenneté) et les moyens légitimes (traduits ici mesures de restrictions et moyens de lutte contre le virus) pour y accéder.

Ces théories ont été plus que valables en contexte africain, où les inégalités sociales et économiques sont tellement fortes qu'il serait difficile d'appliquer les mêmes mesures à tout le monde, en ce que les citoyens n'ont pas les mêmes armes pour combattre la maladie.

Dans le même ordre d'idées, le principe de la justice sociale voudrait que l'État tienne compte des handicaps et avantages des individus au moment de leur appliquer des mesures. Également, la question de la stigmatisation des malades guéris et des suspects de la covid-19 ont été analysés comme le résultat, à la fois d'une communication institutionnelle lacunaire sur la Covid-19 ayant fini par installer la peur et la panique auprès des populations. Alors que le déni de la maladie faisait bon train dans la foule, l'Etat a fait dans le marketing de la peur

pour attirer l'attention des populations sur les dangers liés à la négligence. Ce qui n'a pas moins entraîné des effets indésirables, notamment la peur, la panique et la stigmatisation.

Enfin, en ce qui concerne les solutions d'endiguement de la transmission communautaire de la maladie, les sociologues ont proposé une communication sociale basée sur une démarche, à la fois socio-pédagogique, adaptée aux codes sociaux et culturels des communautés et une plus grande responsabilisation communautaire dans le combat, avec en première ligne les leaders d'opinion et les responsables communautaires de base.

En fait, au regard de l'importance que revêt l'intervention sociologique dans la société et dans les politiques publiques, largement démontrée durant cette pandémie, l'Etat devrait reconsidérer ses rapports avec la sociologie et l'aider à relever le défi de la professionnalisation.

**CHEIKH TIDIANE MBAYE, RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE DU CLUB RMS
DR EL HADJI PAPA ABDOURAHIM SY, SOCIO-ANTHROPOLOGUE**